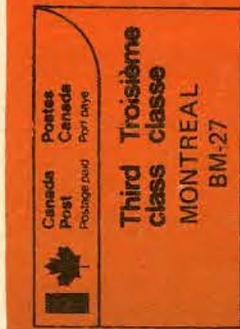


l'UQAM



L'A.G. des étudiants: boycottage des cafétérias

Les quelque 300 étudiants réunis en assemblée générale dans l'enceinte du GESU ont décidé de boycotter les cafétérias universitaires. Un comité de liaison élargi a été formé à cette fin; 80 pour cent des modules y sont représentés. Il a la tâche de rendre opérationnelle cette résolution: mobilisation dans les modules, lignes de piquetage aux heures de pointe, mise en place de comptoirs de services, etc. L'AGEUQAM exige que les prix soient ramenés à leur niveau antérieur, dénonce l'administration de l'UQAM «qui veut faire porter la responsabilité de cette augmentation aux employés de soutien», dénonce les restrictions budgétaires du ministère de l'Éducation, à l'origine de cette mesure.

L'A.G. s'est également prononcée en faveur d'une annulation des cours les 25, 26 et 27 octobre, afin de permettre la tenue de congrès d'orientation de l'AGEUQAM. Le comité quadripartite et le SPUQ seront invités à respecter cette décision des étudiants.

L'Assemblée a en outre donné son appui à l'Association étudiante de l'Université de Montréal, la FAECUM, dans sa lutte pour le boycottage des frais de scolarité.

Deux points inscrits à l'ordre du jour n'ont pu être discutés, faute de temps: l'ANEQ, la reconnaissance et le financement

de l'AGEUQAM. Des ateliers seront consacrés à ces questions lors de congrès.



M. Victor Rosillo

**Imprimer chez nous
les auteurs d'ici**

Promotion 76

63% des diplômés se retrouvent dans l'enseignement

Une enquête menée par le service de placement auprès des diplômés de la promotion hiver 76 et qui a rejoint 77% des 828 diplômés, montre que le taux de placement pour ce groupe s'élève à 88%. Chiffre, bien évidemment, qui ne demande pas d'être pris «à la lettre», comme le souligne le responsable du service, Serge Roy.

Ainsi, si l'on considère uniquement les diplômés ayant complété leurs études à temps plein, ce taux descend à 83%, dont au moins 15% sont constitués d'emplois temporaires.

Par ailleurs, l'image est légèrement faussée du fait que toutes les familles n'ont pas répondu uniformément à l'enquête. Alors que le taux de réponse des sciences économiques et administratives est de 84%, suivi de près par la famille formation des maîtres (82%), celui de la famille des lettres n'a été que de 66%.

Il faut souligner aussi que l'on a écarté des différentes opérations statistiques les personnes non disponibles pour un emploi et celles qui poursuivent des études supérieures.

Ces considérations retenues on arrive à répartir ainsi le taux de placement des étudiants (temps plein et temps partiel) selon les familles:

- formation des maîtres	: 95%
- sciences administratives et économiques	: 93%
- lettres	: 89%
- sciences humaines	: 84%
- arts	: 80%
- sciences	: 78%

Le secteur tertiaire absorbe 98% de ces diplômés. A lui seul, le réseau d'enseignement public (niveaux élémentaire, secondaire, collégial et universitaire) en retient 63%.

La représentation selon le sexe? Légèrement majoritaires, les diplômées atteignent 54% de l'ensemble. Cette situation est due en grande partie à la famille de formation des maîtres (75% de femmes) et à celle des arts (63%).

Quant aux diplômés qui ont choisi de poursuivre leurs études après le bac plutôt que d'entrer sur le marché du travail, on note qu'ils se retrouvent en majorité dans les familles des sciences humaines (39%) et des sciences (32%). Dans les modules de psychologie, de sociologie, de biologie et de science de la terre.

Cette enquête du service de placement de l'UQAM (un service du ministère du travail et de la main-d'oeuvre du Québec oeuvrant en collaboration avec les services étudiants) est la deuxième du genre. Selon M. Roy, elle permet de connaître à un moment donné, la situation du marché du travail et permet de dresser un éventail des champs d'activités accessibles à des diplômés universitaires. «Mais ce n'est qu'à long terme, en multipliant ce type d'enquête, qu'il sera possible de

Il est bon de mentionner que:

- le taux de placement des diplômés ayant complété leurs études à temps partiel atteint presque 100%;
- compte tenu de la situation économique actuelle, beaucoup moins favorable aux diplômés en quête d'emploi, Serge Roy croit que les étudiants devront de plus en plus accepter la **mobilité et la polyvalence** s'ils veulent augmenter leur chance de décrocher un poste.

dégager des tendances significatives et de faire des projections. On peut tout de même dire, à ce moment, qu'on ne prévoit pas pour l'année 77-78 un taux de placement aussi élevé que celui de l'hiver 76. Nous suivons en cela l'ensemble de la situation économique.»

Tous les responsables des familles, modules, services, recevront un exemplaire détaillé de ce rapport d'enquête ces jours-ci. Par ailleurs, les étudiants qui désireraient consulter le dossier sont invités à le faire au service de placement. H.S.

Rappel: 1er novembre, date limite

Le premier novembre est la date limite pour la soumission d'une demande d'admission et pour une demande de changement de programme pour la session d'hiver 1978, aux 1er, 2e et 3e cycles, à temps complet ou à temps partiel.

C'est également la date limite pour effectuer le deuxième et dernier versement des frais de scolarité pour tous les étudiants.

L'association des non-syndiqués

Elus en juin dernier, les membres de l'exécutif de l'Association des employés non-syndiqués se sont partagés ainsi les diverses fonctions: Rose-Anne Lavigne, de la gestion académique, présidente; Pauline Banerjee Provencher, du centre de recherche en didactique, vice-présidente; Marie-Josée Seers, du secrétariat général, secrétaire - trésorière; Marguerite Dorion et Irène Lenoir, du service du personnel, conseillères. Pendant près de 20 semaines, l'exécutif a consacré une journée de travail pour la préparation d'un projet de protocole, déposé la semaine dernière au service du personnel. Avant la fin octobre, l'exécutif prévoit rencontrer le directeur du service pour discuter de ses demandes.

La condition économique de la Québécoise

Au Québec, la situation économique des femmes impose ce diagnostic global: lorsqu'elles s'occupent exclusivement des travaux domestiques et du soin des enfants, elles sont placées dans un état de dépendance financière; sur le marché du travail, elles touchent habituellement un salaire inférieur à celui de leurs confrères masculins dans des postes similaires, et sont le plus souvent confinées dans des fonctions moins rémunérées; en général, elles sont responsables de l'entretien de la force de travail au sein de la famille («soins» prodigués au mari) et du renouvellement de la force de travail future, par les enfants qu'elles mettent au monde; l'unité familiale devient, pour celles qui y consacrent leur vie, de moins en moins sécuritaires.

Ces réalités, maintes fois dénoncées ces dernières années par les mouvements féministes, ont servi de point de départ à une étude entreprise il y a plus d'un an par des chercheurs du LABREV (Laboratoire de recherche sur la répartition et la sécurité du revenu); il s'agit d'une commandite effectuée pour le Conseil du statut de la femme du Québec (C.S.F.). Outre Mme

Francine Lepage, attachée de recherche et M. Gilles Beausoleil, directeur du LABREV, qui ont dirigé les travaux, plusieurs autres personnes ont collaboré à ce projet: Mme Isabel Figueroa et M. Jean-François Guilloreau, adjoints de recherche à l'UQAM, Mme Jacynthe Bherer et Monique des Rivières, agents de recherche au C.S.F. Un comité consultatif a été créé pour assister les auteurs.

Le mandat original du C.S.F. visait à faire disparaître la notion de conjoint dépendant, par la réalisation de quatre objectifs: une véritable reconnaissance, par la société, du travail du conjoint au foyer; la garantie de sa sécurité économique; l'obtention d'un revenu stable qui lui est propre; l'élimination progressive des mesures qui sont censées le protéger, mais qui, en fait, reconnaissent sa dépendance et l'accroissent.

Après réflexion, l'équipe du LABREV a décidé d'élargir ce mandat pour la raison suivante: le problème de la femme est beaucoup plus global que celui de la femme au foyer; et les politiques qui seront adoptées en cette matière ne manqueront pas d'influencer la femme au travail, surtout si elle n'obtient pas

les mêmes avantages que ses consœurs à la maison. C'est pourquoi Mme Francine Lepage a retenu, comme objectif général, le statut d'équité à la population féminine, tel que l'entend M.R.H. Tawney.

Cela implique, pour lui, «... une dimension importante d'égalité économique, non pas nécessairement le sens d'un même niveau de ressources pécuniaires, mais dans celui d'une égalité dans l'environnement, dans l'accès à l'éducation et aux moyens de culture, dans la sécurité et l'indépendance, dans la considération sociale, celle-ci résultant habituellement de l'égalité dans les autres domaines.»

A noter l'aspect novateur de la recherche qui vise à établir une problématique économique globale sur la situation féminine; d'autant plus que cette démarche constitue, pour le C.S.F., une étape préalable à la définition d'interventions politiques et à l'établissement d'un programme de recherche dans ce domaine. Les résultats de ces travaux seront dévoilés lors du lancement de l'ouvrage intitulé «La condition économique de la femme québécoise», vers la mi-novembre. Claire Gauthier

Conseil d'administration

A sa réunion du 18 octobre 1977, le conseil d'administration a:

- ratifié les résolutions de la 19e assemblée spéciale de la commission des études (31 mai 1977) concernant des modifications à un certain nombre de programmes;

- ratifié des résolutions de la 115e assemblée régulière de la commission des études (14 juin 1977);

- suspendu l'article 3,21 du règlement des études de premier cycle de façon à permettre qu'un nouveau comité de révision soit mis sur pied par le département de géographie, et que la composition dudit comité reçoive l'assentiment du doyen des études de premier cycle et de l'ombudsman;

- autorisé des dérogations à l'article 2.07 du règlement des études avancées, permettant des délais supplémentaires aux étudiants de 2e et 3e cycles pour compléter leur programme (touché par l'interruption des cours l'automne dernier);

- autorisé l'ouverture du programme de certificat de premier cycle d'initiation à la scénarisation cinématographique en janvier 1978;

- autorisé l'ouverture du programme de doctorat en administration pour la session d'hiver 1978 (programme conjoint avec les autres universités montréalaises, Concordia, McGill, U. de M.-H.E.C.);

- embauché les professeurs suivants: Alain Guillet (invité), linguistique, et Bernard Lachapelle (substitut), sciences administratives;

- nommé MM: Georges Adamczyk, directeur intérimaire au module de design de l'environnement; Guy Labelle, directeur intérimaire au module de linguistique;

Robert Melanson, directeur intérimaire au module de chimie;

- nommé M. Yves Robillard au poste de responsable délégué du comité d'implantation du département d'histoire de l'art;

- nommé membres du comité de direction du Centre de recherche en didactique MM Michel Allard (sciences de l'éducation), François Carreau (mathématiques), Jacques-Aimé Labelle (linguiste), Michel Tousignant (psychologie);

- adopté la politique d'aide institutionnelle à la diffusion des travaux de recherche universitaires;

- adopté les règles de déontologie et les procédures d'examen proposées par le comité de déontologie; et nommé les personnes suivantes membres du comité de déontologie pour un mandat de 2 ans: Guy Avon (kinanthropologie), Henri Gratton (sexologie), Andrée Pomerleau-Malcuit (psychologie), Jean-Guy Alary (sciences biologiques), Georges Laroux (philosophie), Berthe Lavigne (Institut Armand-Frappier), Pierre Biemann (INRS), Benoît Vaillancourt (secrétariat général de l'UQAM);

- autorisé l'Université à signer le renouvellement du bail du pavillon Read jusqu'au 31 décembre 1979, demandant à l'Assemblée des gouverneurs de ratifier le bail;

- autorisé l'Université à signer avec la Ville de Montréal un contrat prévoyant la location de tunnels sous la rue Sainte-Catherine, entre les rues Saint-Denis et Berri, (nouveau campus), pour une période allant du 1er juin 1975 au 14 novembre 2038;

- recommandé la nomination de Mlle Hélène Richard, professeur au département de psychologie pour siéger au conseil d'administration de CSSMM.

Vers un financement des activités non créditées?

«Bien que plus de 50 pour cent de la clientèle universitaire du Québec soit adulte, nous en sommes encore au stade de l'éducation des adultes, très loin de l'éducation permanente. Dans leur ensemble, les universités sont conçues pour les étudiants du jour; l'UQAM commence à peine à offrir certains services à sa clientèle du soir.» M. Pierre Gladu, directeur du service de l'éducation permanente, nous livre quelques réflexions à l'issue d'un colloque sur le «Financement de l'enseignement supérieur et l'éducation permanente», organisé récemment par l'ACDEAULF (Association canadienne des dirigeants de l'éducation des adultes des universités de langue française).

Il poursuit: «L'Université fonctionne sur un modèle de transmission du savoir, et non en fonction d'une pédagogie des apprentissages: elle n'a pas réussi à adapter sa programmation à l'expérience de vie et de travail de la clientèle adulte. Les étudiants ne sont pas les acteurs de leur propre formation. «Cela vaut à l'UQAM, même si, sur ce plan, l'institution est plus avant-gardiste que les autres: par ses nouvelles politiques de certificats, par l'ensemble de sa programmation, par sa politique de programmes ouverts en voie d'élaboration...»

Lors de ce colloque, les débats sur les stratégies triennales du ministère de l'éducation, au chapitre de l'éducation permanente,

furent très critiques. En particulier sur la question du financement: le MEQ ne finance que les activités créditées, sorte de système bancaire des universités: trois crédits, tant d'argent, et au bout de la ligne, un diplôme. «Cette incitation à créditer l'ensemble des activités est socialement et économiquement discutable, affirme M. Gladu. Il existe un vide entre les concepts sous-jacents à la réalisation de l'éducation permanente, et la perception qu'en ont ceux qui distribuent l'argent.»

A son avis, la clientèle adulte exige d'autres modèles de financement, d'autres types de pédagogie, un minimum de recherche appliquée dans ce domaine, et des moyens en conséquence. «L'éducation permanente implique l'idée de démocratisation dans la mise à contribution des ressources de l'Université. Or, comme cette mission de «services à la collectivité» est difficilement «créditable», elle n'est pas financée par le MEQ.»

Ciné-mabouf

«Les mardis et les jeudis, ça fais-t'y ton bonheur?» C'est à l'heure du lunch, ces deux jours de semaine, que Claude Bellemare, étudiant de 3e année en design de l'environnement, nous invite au ciné-mabouf. Toute la programmation d'octobre tourne autour de McLaren. Claude Belle-

Le PQ et les pouvoirs économiques

Même si, depuis le 15 novembre, les échanges entre l'aile parlementaire du P.Q. et les représentants de certains milieux d'affaires semblent tourner au vinaigre, les relations entre le gouvernement québécois et les pouvoirs économiques n'ont pas réellement changé. Tel est l'avis de M. Pierre Fournier, professeur au département de science politique, paneliste invité à débattre ce thème lors du colloque intitulé «Un an après», qui se déroulera les 10 et 11 novembre au pavillon Lafontaine.

Le voyage du premier ministre Lévesque à New-York, son discours rassurant, les emprunts que le Québec et l'Hydro-Québec ont contractés sur ces marchés financiers, autant d'indices qui renforcent cette hypothèse.



Le régime de retraite

Selon les renseignements fournis par M. Michel Meilleur, représentant des employés au comité de retraite de l'UQAM, l'actif du régime de rentes de l'UQ au cours de l'année 1976 a connu une hausse de 66%, passant de \$7,6 millions à \$12,7 millions. Aujourd'hui, l'actif se situe à \$17 millions.

A l'unanimité, les participants au colloque ont revendiqué auprès du ministère, l'urgence d'un financement de ce type de service. Préoccupation majeure, omniprésente, pour éviter que les universités soient contraintes de créditer des activités ayant un tout autre objectif que le simple cumul de la connaissance.

Pour la première fois dans ce genre de rencontre, déclare M. Gladu, un ministre manifeste une réelle compréhension de l'éducation permanente, fait la distinction avec l'éducation des adultes, y voit un projet essentiellement politique, et envisage - verbalement - la possibilité de financer les services à la collectivité. «Cette intervention de M. Camille Laurin, ministre d'état au développement culturel, est un élément nouveau et positif.»

C'est pourquoi l'UQAM envisage, dès cette année, de demander au MEQ de financer certains projets de cette nature, via les projets spéciaux du ministère.

C.G.

«Comme sous le régime libéral, poursuit M. Fournier, les hommes d'affaires continuent d'exercer une influence prépondérante dans les politiques sociales et économiques du Québec.» Dans l'opposition, ajoute-t-il, le P.Q. décriait cette dépendance. Au pouvoir, il justifie son «réalisme» avec les mêmes arguments que M. Bourassa: contexte nord-américain, conjoncture économique défavorable... «Mais la marge de manoeuvre est aussi étroite dans un cas comme dans l'autre.»

Depuis l'élection du gouvernement péquiste, ministres et Premier ministre s'appliquent à rassurer les milieux d'affaires sur leurs véritables intentions. Comment expliquer l'affolement que ceux-ci manifestent? Leurs déclarations à la presse? Les mises en garde du Conseil du patronat du Québec? Pierre Fournier explique: les intérêts en présence, selon qu'ils soient américains, canadiens ou québécois, réagissent différemment. Les premiers ne semblent guère s'inquiéter de l'indépendance politique du Québec. «Tant qu'il y aura une piastre à faire, ils seront là!» Les seconds sont plus nerveux. La bourgeoisie canadienne - ontarienne en particulier - exploite la situation de deux façons: elle caricature la réalité québécoise pour attirer chez elles



Pierre Fournier

les nouveaux investissements; mais elle veut tout de même garder le Québec dans la confédération, dont elle profite du marché captif.

Quant à la bourgeoisie canadienne-française, c'est elle qui fait le moins de bruit, ayant tout à gagner d'un nouveau partage des ressources. «Car c'est à favoriser l'émergence d'un capitalisme québécois que travaille le gouvernement péquiste, estime Pierre Fournier. En privilégiant le développement des sociétés d'Etat, du secteur coopératif, des petites et moyennes entreprises...» Social-démocrate, ce gouvernement? A son avis, certaines mesures qu'il annonce, des éléments de son programme et de sa politique peuvent être ainsi qualifiés, mais non pas le Parti.

Les conséquences sur l'économie québécoise de son arrivée au pouvoir sont relativement mineures jusqu'à maintenant affirme-t-il. On a noté l'exode d'hommes d'affaires anglophones, le décalage de certains projets d'investissements... L'avenir économique sous un gouvernement péquiste n'annonce rien de particulier. «Il n'y a pas de grandes transformations en vue. MM. Rodrigue Tremblay, Parizeau et Lévesque sont là pour le confirmer. Même les promesses électorales semblent remises en cause: nationalisation de l'amiante, de l'assurance automobile...»

Côté référendum, un chantage économique d'envergure est à prévoir. «En choeur, les présidents de compagnie ne manqueront pas de déclarer qu'ils vont déménager, retarder les investissements qu'ils avaient - ou non - l'intention de faire au Québec.» Période de flottement politique et économique à l'horizon.

Claire Gauthier

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'Uqam

Volume IV, numéro 7, le 24 octobre 1977 Université du Québec à Montréal

publié par: section information Université du Québec à Montréal 1199 rue de Bleury, Montréal H3C 3P8 téléphone: 282-7040

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Denise Neveu, Hélène Sabourin photos: service de l'audiovisuel Dépôt légal: deuxième semestre 1977 Bibliothèque nationale du Québec

C.A.

La thérapie des enfants

Pour une variété de raisons, des enfants sont régulièrement référés en psychothérapie. Et si de nombreux travaux font état des résultats obtenus, peu d'études portent sur le processus qui amène ces changements en cours de thérapie. Pour combler cette lacune, Mme Sandra Rafman professeur au département de psychologie, a mis au point un projet de recherche en collaboration avec des chercheurs de l'Université de Montréal, l'Université du Québec à Trois-Rivières et l'Hôpital Montreal Children. Il s'intitule: «Interaction diadique et structure de son évolution en psychothérapie de l'enfant.» Trois étudiants de l'UQAM y consacreront leur thèse de maîtrise. Il s'agit de Solange Bouillon, Pierre Leroux et Denis René.

Différentes formes de thérapies seront étudiées dans ce cadre. psychanalytiques, non-directives (rogérien), behaviorales (modification de comportement). «Il ne s'agit aucunement d'évaluer l'efficacité de l'une ou l'autre de ces approches, précise Mme Rafman, mais de faire le lien entre ce qui se passe durant la thérapie, et ses résultats. Il va de soi qu'une totale confidentialité est assurée.»

Les sujets examinés ont de 5 à 9 ans. Pour mesurer concrètement les effets des interventions du thérapeute, on les observera en situation de thérapie; des salles aménagées à cet effet,

dotées de fenêtres à miroirs unidirectionnels, permettront de voir ce qui se passe, de filmer et d'enregistrer au moyen d'un magnétoscope chacune des rencontres.

Le projet s'échelonne sur trois ans, et prévoit de suivre le déroulement d'une vingtaine de thérapies qui durent souvent de six à huit mois, au rythme d'une ou deux séances par semaine. Quant aux hypothèses de travail qui seront vérifiées en cours d'expérimentation, Mme Rafman préfère les taire. Son équipe devra s'adjoindre d'autres étudiants appelés à jouer le rôle d'observateurs «naïfs». «On risquerait de biaiser les résultats en énonçant ces hypothèses», explique-t-elle. Les premières observations cliniques débiteront dans deux semaines. A l'UQAM, ou dans l'une ou l'autre des institutions impliquées. C.G.



De gauche à droite Mme Sandra Rafman, professeur au département de psychologie, et ses collaborateurs étudiants: Solange Bouillon, Denis René et Pierre Leroux.

De l'anti-impérialisme à l'anti-capitalisme

Il n'existe aucune organisation politique traditionnelle de la classe ouvrière au Québec: parti social-démocrate, parti communiste pro-Moscou. Toutefois, on assiste depuis 1971 (grève de la Presse) à une certaine radicalisation politique verbale du mouvement syndical, accompagnée d'une plus grande combativité. Et ce, même si aucune formation

politique n'a à ce jour cristallisé cette classe sociale comme sujet politique. Le développement d'un mouvement nationaliste de masse (PQ) qui a récupéré, sur le plan électoral, cette radicalisation, complète le tableau.

Ces constatations ont servi de point de départ à une recherche que vient d'effectuer Diane Lamoureux dans le cadre de sa

maîtrise en science politique. L'intitulé: «Question nationale et mode de radicalisation de la classe ouvrière au Québec (1970-76)». Mme Lamoureux travaille présentement comme assistante de recherche sur un projet consacré à l'Union de la gauche, et elle donne parallèlement un cours sur les systèmes politiques étrangers (URSS, Chine).

L'imbrication de la conscience nationale et de la conscience de classe chez les travailleurs - et les travailleuses, précise-t-elle - l'a incitée à analyser l'évolution du courant nationaliste entre 1970 et 1976, la structure de la classe ouvrière, ses luttes et sa façon de poser l'action politique. «Ceci pour en saisir le développement historique, être à même de tirer des conclusions sur son mode de radicalisation et fournir un cadre théorique qui permette de le comprendre, éventuellement de le transformer.»

Comme les centrales syndicales constituent le seul cadre organisationnel structuré des travailleurs, l'étude de leur conception de l'action politique s'imposait. Celle-ci se manifeste «comme un appui de facto à l'idée de l'indépendance du Québec, assorti d'un appui plus ou moins ouvert au Parti québécois. C'est cette ambiguïté vis-à-vis du PQ qui a obscurci le débat sur le parti ouvrier basé sur les syndicats, et sur l'unification syndicale.» Car le Parti québécois, à son avis, met de l'avant un projet de développement capitaliste auto-centré, notamment par l'instauration d'un Etat fort qui pratique une politique d'intégration de la classe ouvrière. «Il occupe l'espace politique d'un parti social-démocrate sans en posséder aucun des attributs.»

Par conséquent, poursuit Diane Lamoureux, l'identification des conflits de classes s'est posée en termes de patron-anglais-exploiteur CONTRE ouvrier-québécois-exploité. D'où le sentiment anti-impérialiste - plutôt qu'anti-capitaliste - qui s'est répandu au sein de la classe ouvrière francophone.

Ses conclusions: au Québec, la conscience spontanée des travailleurs prend la forme dominante du nationalisme-populisme, reflétant à la fois l'oppression nationale et l'exploitation capitaliste. «A cet égard, constate-t-elle, le cas québécois diffère des nations capitalistes avancées, et se rapproche de la situation des pays dépendants où le poids social de la classe ouvrière est important. L'Argentine, par ex-

emple.» Enfin, la conscience nationale est, à son avis, partie constitutive de la conscience de classe: «La transcendance (mutation qualitative) du nationalisme-populisme en conscience révolutionnaire se fait par l'acquisition, à travers ses propres expériences de lutte, d'une compréhension de la nature de classe de la domination impérialiste.»

Elle estime que le mode de radicalisation nationaliste-populiste a beau être le plus répandu au Québec, il existe parallèlement un assez fort courant de radicalisation «trade-unioniste» qui réclame un parti ouvrier basé sur les syndicats. Ce qui pose le problème de la rupture des organisations des travailleurs avec les institutions bourgeoises.

Cet ouvrage de Diane Lamoureux sera publié prochainement. C.G.

Remettre les points à leur place

Les abréviations incorrectes, l'absence de ponctuation, l'oubli des prépositions, comptent parmi les fautes les plus courantes dans la terminologie des organismes et des titres concernant l'enseignement et la recherche à l'UQAM. Des exemples?

- département arts plastiques au lieu de département d'arts plastiques;
- comité d'implantation théâtre, musique et danse au lieu de comité d'implantation: théâtre, musique et danse;
- rec. au lieu de rech., en tant qu'abréviation du mot «recherche».

C'est ce qui ressort d'une étude sur la terminologie menée par deux professeurs de linguistique, Monique Nieger et Pierre Andréani, à la demande de la commission des études. Terminée depuis un bon moment, ce n'est que depuis quelques semaines que l'on distribue les recommandations et la liste des corrections contenues dans le rapport.

Dans son approche, le comité n'a pas fait montre de purisme ou d'arbitraire. «En effet, si les termes utilisés pour décrire l'ossature administrative de l'Université doivent s'inscrire dans le grand éventail des termes utilisés par la francophonie, ils doivent aussi donner au milieu culturel l'image de l'Université et il ne faut pas qu'une barrière linguistique vienne isoler l'Université de la population qu'elle doit desservir.»

M. Pierre Andréani relève qu'une étude systématique des brochures publiées par six universités de France a montré que «chaque université cherche à faire preuve d'originalité dans le choix de ses termes tout en maintenant un haut degré de correspondance entre le mot et l'activité qu'il désigne».

Ainsi, le comité n'a vu aucune continuité entre l'emploi du pluriel ou du singulier pour désigner certaines sciences: «science politique» à Bordeaux, «sciences

politiques» à Paris; «science économique» à Lyon et «sciences économiques» à Dijon. Ici, à l'UQAM, les mêmes problèmes se sont posés et ce n'est qu'après avoir discuté avec les responsables de l'enseignement et de la recherche que le comité a proposé des corrections ou recommandé le maintien du terme utilisé.

D'autre part, le comité a recommandé de conserver certains néologismes. Le mot kinanthropologie est un de ceux-là.

Le Secrétariat général, dans une note qu'il adressait aux

doyens, vice-doyens, directeurs de départements et de modules, responsables de services, disait espérer, qu'à l'automne, la mise en application du rapport sera chose faite». M. Andréani n'a pas cet optimisme: «Ce n'est qu'à force de répétitions qu'on parvient à imposer des nouveaux termes». Le premier pas à faire, selon lui, serait de corriger les fautes sur les panneaux et les affiches, dans les documents officiels, les brochures d'enseignement et de recherche.

H.S.

BUREAU DE PLANIFICATION ← 7105
DECANAT PREMIER CYCLE →
GESTION ACADEMIQUE → 7040
▷ POLYCOPIE 7255
▷ RECTORAT 7160
▷ SALLES DE CONFERENCE 7130-7135
▷ SECRETARIAT GENERAL 7210
▷ VICE-RECTORAT ADM. FIN. → 7250
▷ VICE-RECT. COMMUNICATIONS 7105
▷ VICE-RECTORAT ENS. REC. → 7090
▷ VICE RECTORAT EXECUTIF 7185

... au hasard des couloirs

Au hasard, un tableau indicateur de l'UQAM à propos duquel M. Pierre Andréani fait remarquer: «La première chose qui saute aux yeux, c'est le manque d'unité. Pas d'unité dans la dimension des caractères, pas d'unité dans les signes et les chiffres (les flèches sont différentes et le numéro de bureau du décanat du premier cycle est absent). Plus graves sont les fautes suivantes: FINS. (abréviation de finances); on devrait écrire FIN. ou à la rigueur FINC. L'abréviation REC. plutôt que RECH. pour le mot recherche. L'expression vice-rectorat exécutif est écrite sans trait d'union; c'est une erreur. M. Andréani fait une autre mise au point: l'ordre des numéros de bureaux est sans logique; on passe du numéro 7105, au haut du tableau, au numéro 7040, puis aux numéros 7255 pour revenir au numéro 7160.

L'aide aux chercheurs

Pour faire suite à l'article «Individualiser l'apprentissage» (l'Uqam, 11 octobre 1977), il est utile de souligner que l'aide financière aux chercheurs n'est pas accordée directement par le décanat des études avancées et de la recherche, mais par le truchement du Comité d'aide financière aux chercheurs (CAFC), qui est chargé d'étudier toutes les demandes. Présidé par M. Jean Brunet, doyen des études avancées et de la recherche, ce comité comprend également MM. Pierre Fréchette, représentant du secteur des sciences économiques et administratives, Guy Avon, représentant des sciences de l'éducation, Raymond Montpetit, représentant du secteur des arts, Philippe Barbaud, représentant du secteur des lettres, Jean-Pierre Dion et Conrad East, représentants du secteur des sciences, et Gérard Malcuit, représentant du secteur des sciences humaines. Mme Denise Laperrière, du secrétariat de la recherche, agit comme secrétaire aux réunions.

Bref

Comme on le prévoyait, cinq étudiants ont été admis au nouveau doctorat en histoire. Quatre d'entre eux cependant s'y sont réellement inscrits. Des étudiants de l'UQAM en histoire, en science politique, et un nouvel arrivant de Sherbrooke.

Un coup de pouce au cinéma artisanal

Après avoir fait revivre la musique traditionnelle, l'UQAM va-t-elle réussir à sensibiliser la population au cinéma artisanal? C'est un pari, un objectif que s'est fixé le service d'animation socio-culturelle dans le cadre de son programme de réorientation tourné résolument vers le milieu social & culturel Montréalais.

Pour atteindre le but qu'il vise, le service d'animation s'est adossé à des personnes ressources du milieu cinématographique artisanal, comme il l'avait fait pour la musique traditionnelle (on se souvient de l'apport d'André Gladu).

Au printemps, l'équipe responsable «du dossier cinéma artisanal» a entrepris une tournée de consultation à travers le Québec - dans les cégeps et les universités principalement - auprès des cinéastes artisans également. Le résultat: la mise sur pied des premiers Etats généraux du cinéma artisanal qui tiendront leurs assises le weekend prochain (28-29-30), non pas à l'Université mais «dans le milieu», au Conventum de la rue Sanguinet.

Dans une conférence de presse qui se tenait ces jours-ci à l'UQAM, Louis Dussault, coordonnateur, dévoilait le programme des Etats généraux. Un programme surprenant au premier coup d'oeil puisqu'on n'y retrouve



Louis Dussault

que deux films qui seront présentés à la clôture! «Nous n'organisons pas un festival de cinéma artisanal, précise Louis Dussault, mais bien des journées d'information et de réflexion autour de la production, de la distribution, de l'impact socio-politique du cinéma artisanal. Des problèmes d'esthétique aussi de ce cinéma «qui est le plus prolifique et qui reflète le mieux la réalité du Québec.» Pourquoi? Parce que, selon Dussault, il est indépendant des moyens de pression

industriels. Qu'il est le plus ouvert et le plus progressiste au niveau de la forme expressive (en dehors d'un code d'éthique élitiste et officiel). Le cinéma artisanal serait, pourtant, le plus méconnu, le moins distribué, le plus instable. «Celui qu'on voudrait faire mourir qu'on ne s'y prendrait pas autrement».

Faire le point pour élaborer des solutions appropriées au problème du cinéma artisanal, c'est un peu ce que l'on recherchera au cours des ateliers, des sessions de travail, des forums d'échanges des Etats généraux où tout sera colligé dans un mémoire à l'intention des autorités gouvernementales et culturelles. Fixé sur films 16 mm, également.

A qui s'adresse les Etats généraux? «A tous ceux qui se sentent concernés par la culture québécoise, spécialement par la culture cinématographique. Aux artisans du cinéma, aux cinéphiles, aux agents culturels.» Il n'y a pas de frais d'inscription. On se rend au Conventum pour la soirée d'ouverture à 20 heures, vendredi le 28 octobre. Des panelistes exposeront leur vue sur la situation et discuteront avec le public. On trouvera sur place le programme détaillé et le nom des principaux animateurs de cet événement dont on attend beaucoup. H.S.

les gens d'ailleurs...

Thierry Davoust

Où diable est passé Thierry? Il était là, parmi les Gens d'Images en congrès au Lafontaine. Ah le revoici! Mais non! Encore parti, disparu, éclipsé! S'il-vous-plaît, quelqu'un aurait-il vu M. Thierry Davoust, chef de l'illustration au journal «Le Parisien libéré»? Oui, le type en complet gris, appareil photo en bandoulière, celui qui a présenté la dernière communication ce matin...

Comme la comète de Halley, il file vite et repasse rarement. En vrai routier de l'information, il court de rendez-vous en réunion; l'agenda des contacts québécois est chargé avant la rentrée en France dans quelques heures.

De pied en cap, Thierry Davoust est homme d'expérience. Un temps typographe, puis lithographe, photographe héliographe, retoucheur, monteur, chromiste, graphiste, il est devenu grand reporter dans les agences de presse, il a touché au cinéma, à la télévision: reporter en Europe centrale durant la période si troublée des années 55-56, reporter militaire pendant deux ans en Afrique du Nord (journal «Le Bled») où il fut d'ailleurs blessé, reporter assigné au Moyen-Orient («Israël en images») et en Afrique noire, réalisateur de romans-films (ici appelés photos-romans) et d'actualités filmées, il a poussé une pointe jusqu'aux Etats-Unis. La revue de mode Harper's Bazaar n'a-t-elle pas sollicité sa collaboration? Enfin, chef de l'illustration au «Parisien libéré» (tirage: plus de 400 000 exemplaires), il a la responsabilité de regrouper la documentation photographique des millions d'images émanant de toutes les agences de presse.

Prix Niépce (décerné en reconnaissance des mérites d'un jeune photographe professionnel), Thierry Davoust est membre de l'association des Gens d'Images, dont le premier congrès franco-québécois se tenait récemment au pavillon Lafontaine. «Très souvent, les théories sur les images partent de théories linguistiques. Ce qui m'apparaît important, c'est que dans l'univers de la communication, les trois quarts s'expriment en termes d'images, d'espaces, tandis que les autres recourent au langage linéaire. Pour une meilleure connaissance de l'image, je crois qu'une démarche à partir du vécu, de l'expérience pratique, vient en complément essentiel des théories élaborées par les universitaires», résume Thierry Davoust, as de la caméra-aupouing, qui, d'après la critique «capte les sensations directes dans son objectif mais ne les trie



pas) (Défense de la caméra-oeil, Yves Lorelle, Le Photographe, Paris, 20 déc. 68).

Quand il a montré aux congressistes plusieurs des quelque 50 photos censément du Canada français - au regard des 800 pour le reste du pays - on a ricané en apercevant cette image-rie fanée, cet album à cartes postales écornées, ramassés de clichés pour touristes d'antan; c'était hier, le temps où Montréal était encore une belle ville de province, enrichie du plus haut édifice de l'Empire ainsi que de quelques monuments ternes et dépersonnalisés; et Québec, un établissement historique à vague vocation portuaire, que dominaient 14 vues du Château Frontenac, autre monument réfléchissant à la brunante le crépuscule de l'Empire. Reflets captés instantanément d'un âge où on mettait volontiers dans le paysage dit québécois soit un planton de tuniques rouges de la Royale Gendarmerie à cheval, soit une ou deux familles d'Indiens d'Amérique en plumes d'apparat, dans un déboisé près d'un lac.

Thierry Davoust ne nous a que renvoyé l'image congrue d'un Québec alors appendice insignifiant de l'immense Amérique anglo-saxonne, d'un Québec faisant très peu l'événement, d'un Québec témoin encore passif et timide de son propre devenir.

Aurait-on demandé davantage à J.A. Martin, photographe, sinon de faire honnêtement son métier? Claude Asselin

«Un terrain de jeu dans le noir»

C'est ainsi qu'Alain Gravel, étudiant du module d'art dramatique résumait sa visite spéléologique à la caverne Laflèche, près d'Ottawa. «C'était la première fois que je m'inscrivais à une activité de service des sports, la première fois aussi que j'allais dans une caverne. J'y ai vécu un important contact physique avec la matière. Il fallait accepter ce corps à corps sinon on n'y entrait pas vraiment.»

Pour Catherine Ostiguy, du quartier du Latourelle, c'était lugubre, noir, «trempe», en un mot, bizarre. «Je ne pouvais pas m'empêcher de penser aux hommes de l'époque des cavernes. Comme leurs conditions de vie devaient être bizarres! Même si je préfère les activités de plein air, j'ai adoré cette visite. Je me suis sentie en sécurité avec le groupe et les guides. J'y retournerais volontiers.»

Ghislain Lebel, sans être de l'UQAM, est un habitué du service et un parfait néophyte en spéléo. Son excursion devait lui réserver plus d'une surprise: «Je m'attendais à voir beaucoup de concrétions, des cours d'eau, des aménagements; je m'attendais presque à un «sons et lumières!» La réalité fut tout autre. Sauvage et rude. Il a fallu ramper, se contorsionner pour franchir d'étroits passages, se mouiller jusqu'au menton. «Nous sommes redevenus des enfants, poursuit Ghislain. A la fin de la journée, nous étions sales, fatigués mais très satisfaits.»

Selon Yves Bouliane, initiateur, le choix de la caverne Laflèche s'imposait: facile d'accès, à peu de distance de Montréal, ni trop froide ni dangereuse, présentant un grand intérêt quant aux formes et aux couleurs.

Il n'a pas eu à regretter son choix puisque la plupart des 35 participants sont revenus embal-



lés. Malgré l'obscurité épaisse, le silence humide, la sauvagerie de la matière... et la quiète hibernation des chauves-souris. D.N.

A la bibliothèque

On pourra caser 40,000 documents de plus dans les nouvelles salles des Publications gouvernementales à la bibliothèque centrale du pavillon Riverin I.

Les espaces récupérés par la bibliothèque étaient jadis occupés par le service de santé et le Centre interuniversitaire d'études européennes.

Outre les salles équipées de rayonnages neufs (110), on a aménagé une petite salle de lecture et un coin repos pour les employés.

Selon M. Corriveau, directeur de la bibliothèque centrale, ces nouveaux locaux répondent en gros aux besoins d'expansion des Publications gouvernementales pour les deux prochaines années, soit jusqu'au grand déménagement au nouveau campus.

Imprimer chez nous les auteurs d'ici

Le service de polycopie imprime depuis deux ans déjà des thèses, des travaux de recherche, des séries de notes de cours à l'intention des professeurs, des étudiants ou de tout autre membre de la collectivité universitaire. Ces volumes qui sortent des presses de la polycopie n'ont rien pour émerveiller les amateurs d'art, mais de plus en plus de gens de l'UQAM en font leur beau dimanche, surtout parce qu'ils sont bon marché.

«Nous imprimons les volumes selon le procédé de duplication qui est l'un des moins coûteux actuellement. Et des plus rapides, explique le responsable du service, Victor Rosilio. Au fait il s'agit de photocopier des feuil-

les dactylographiées 8 1/2 x 11 sur un cliché électrostatique qui lui, est automatiquement introduit dans une machine qui reproduit le texte tel quel. Somme toute, on imprime les feuilles dactylographiées qu'apporte le «client». Et le résultat final dépend de l'original soumis. S'il est sans bavures, clair et bien composé, alors il sortira ainsi.»

Le procédé de duplication permet d'éviter toutes les opérations de composition des textes, de montage, d'imposition, de mise en page, etc. «Toutes des opérations qui font grimper les prix.»

Le service de polycopie n'est pas pour autant un commerce et n'entre pas en compétition avec

les maisons d'édition. «Nous sommes un service auxiliaire à l'Université. Qui fonctionne sans but lucratif. Notre objectif est de répondre le plus efficacement possible aux besoins de la collectivité. Les volumes et les brochures sont imprimés pour des gens de l'UQAM, à la demande de gens de l'UQAM.»

Ceux-ci doivent nous apporter leur travail prêt à imprimer. Ils doivent aussi s'occuper de faire dessiner la maquette pour la page couverture que nous nous contentons de reproduire. Et ils doivent prendre en main la distribution de leur volume.»

Une trentaine d'employés sont affectés au service de polycopie

de l'UQAM qui imprime entre autres choses les brochures d'enseignement et de recherche, la «paperasse» administrative, le bulletin quotidien d'information des services aux étudiants, les affiches. «Nous imprimons les volumes dans nos temps morts, souligne M. Rosilio. Et nous en avons de moins en moins.» Ceci dit, Victor Rosilio est disponible pour discuter avec quiconque à l'UQAM s'intéresse à l'impression d'un volume. Mais on doit avoir en tête que les coûts sont raisonnables à condition de faire imprimer 300 exemplaires ou plus par exemple, 500 exemplaires d'un volume de 180 pages imprimées recto verso coûte environ \$1 500 soit \$3 du volume. H.S.